pour les deux parties, demeurer plus longtemps le thème d'une discussion prolongée et peut-être acrimonieuse.

Qu'il a cru voir dans les termes et conditions originels de l'admission de la Colombie-Anglaise dans l'union, que certains points étaient réservés à la décision du Secrétaire d'Etat, en sorte que, dans le cas présent, les deux parties seraient peut-être disposées à accepter l'offre qu'il faisait de juger les nouvelles difficultés qui se présentaient et qu'il fallait régler.

Que si les deux gouvernements désiraient mutuellement s'en rapporter à son jugement sur toutes les matières controversées, et s'engageaient à accepter la décision qu'il croirait juste et équitable, il n'aurait pas d'objection à s'imposer cette tâche.

Que cette tâche, que son désir sincère de concilier des intérêts divers si considérables l'a seul porté à entreprendre, est bien ardue, et il ne s'en chargerait qu'à la demande et au consentement des deux parties, ni à moins qu'il ne soit parfaitement compris entre elles que sa décision, telle qu'elle soit, ne soit acceptée sans réplique ni arrière-pensée.

Le comité regrette avec le Secrétaire d'Etat l'existence d'un différend entre le Canada et cette province au sujet du chemin de fer, et il pense, comme lui, qu'il est très désirable dans l'intérêt des deux parties que toutes les questions en litige soient promptement et amialement réglées, et il est d'avis que ce mode d'arbitrage est le meilleur à prendre pour arriver à un résultat aussi désirable.

Il recommande en conséquence à Votre Excellence d'accepter cordialement l'intervention du Secrétaire d'Etat, conformément aux conditions mentionnées en la dépêche de Sa Seigneurie du 10 juin 1874; et dans le cas où ce rapport serait sanctionné, il recommande que le fait de l'acceptation par ce gouvernement, au nom de la Colombie-Anglaise de l'intervention arbitrale du très-honorable Secrétaire d'Etat pour les Colonies soit immédiatement communiqué, par le télégraphe et par la maille, par Votre Excellence à ce ministre, et que des copies de ces pièces soient simultanément transmises au Secrétaire d'Etat pour le Canada, pour l'information du Gouverneur-Général.

Pour copie conforme.

M. J. ARMSTRONG,
Ministre des Finances et Greffier
du Conseil Exécutif.

[Télégramme.]

LONDRES, 3 Août.

Le Lieutenant-Gouverneur au comte de Carnarvon.

Secrétaire Colonial.

D'après avis des ministres responsables, j'accepte, au nom de la Colombie-Anglaise, l'arbitrage proposé dans votre dépêche à lord Dufferin, dix-huit juin. Accusez réception s. v. p.

JOSEPH W. TRUTCH,
Lieutenant-Gouverneur, Colombie-Anglaise.

Le Lieutenant-Gouverneur au Secrétaire d'Etat.

Mes ministres me prient de vous mander, pour l'information du Gouverneur-Général, que la dépêche suivante, à savoir :

Secrétaire Colonial.

LONDRES, 3 août.

"D'après avis des ministres responsables, j'accepte, au nom de la Colombie-Anglaise, l'arbitrage proposé dans votre dépêche à lord Dufferin, dix-huit juin. Accusez réception, s. v. p.

JOSEPH W. TRUTCH,
"Lieutenant-Gouverneur, Colombie-Anglaise"

a été télégraphiée au comte de Carnarvon.

JOSEPH W. TRUTCH,
Lieutenant-Gouverneur.

A l'honorable R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat, Ottawa, Canada.